



Mise au jeu !

C'est avec une grande fierté que les membres du comité de négociation regroupé de la FSSS (CSN) ont rencontré leurs vis-à-vis patronaux le 30 octobre dernier pour déposer l'ensemble de nos demandes sectorielles. La même journée, nos demandes salariales étaient déposées à Québec, et ce, d'un geste concerté par toutes les composantes du Front Commun.

Notre équipe de négociation sectorielle est composée du porte-parole désigné, Gilles L'Ériger, appuyé par les porte-paroles et vice-président-e-s de chacune des quatre catégories, soit respectivement : Richard Dufort et Nadine Lambert pour le personnel en soins infirmiers et cardiorespiratoires ; Nancy Poirier et Guy Laurion pour le personnel paratechnique, auxiliaires et de métiers; Marie Bergeron et Josée Marcotte pour le personnel de bureau, techniciens et professionnels de l'administration ; ainsi que Laurier Goulet, partenaire du porte-parole désigné, pour le personnel des techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux.

Cette équipe est complétée par douze militant-e-s expérimentés et déterminés provenant d'établissements des quatre coins du Québec. Tout ce beau monde travaille pour s'assurer que les intérêts de tous et chacun soient portés jusqu'à la table de négociation en respect des mandats donnés par les membres et leurs représentant-e-s (voir l'article ci-contre sur le conseil fédéral).

Cette mise au jeu donne le signal de départ de l'actuelle ronde de négociation qui vise à solutionner bon nombre de problèmes vécus au quotidien par les quelque 110 000 membres représentés. L'aboutissement recherché est une amélioration sensible de l'ensemble de nos conditions. On pourrait ajouter sans trop de gêne : amélioration bien méritée !

Une équipe de négociation, c'est comme un bon trio, mais ça ne peut pas faire tout le travail dans les coins ! Tout au long

des discussions aux tables et des actions de mobilisation, c'est en équipe que nous pourrons faire évoluer la partie.

Que vive la négociation !

Prêtes, prêts... on y va !

Jeudi, le 22 octobre dernier, le terrain de stationnement de l'Auberge des Seigneurs de St-Hyacinthe fourmillait de délégué-e-s de la FSSS (secteur public) sur le chemin du retour vers leurs syndicats respectifs, pleins d'enthousiasme et d'espoir en se disant : mission accomplie !



Le comité de négo prêt à déposer les demandes sectorielles de la FSSS

500 personnes déléguées par plus de 200 syndicats étaient venues des quatre coins du Québec, dont certaines d'aussi loin que de Kuujuaq, pour mettre la dernière main à l'ensemble de notre projet de convention collective. Après trois jours d'échanges et de discussions, c'est d'un seul élan qu'elles se sont levées pour applaudir le succès de la première étape des négociations du secteur public 2009 : la mise en commun par les quatre catégories de nos demandes sectorielles. On a ap-

pelé ça le processus d'harmonisation.

Une harmonisation rendue nécessaire étant donné les nouvelles réalités légales (loi 30) et structurelles. Les syndicats représentent des travailleuses et travailleurs issus de quatre catégories qui, théoriquement, pourraient toutes avoir des revendications différentes. Mais, conscient-e-s de la volonté du gouvernement Charest de semer la discorde et la division, et fort-e-s de la conviction que l'union fait la force, les délégué-e-s ont pris soin de voir à ce que les revendications soient rassembleuses. Faisant aussi preuve de respect, elles ont été ciselées pour être collées à la vraie vie de chacun des groupes. Pas facile comme exercice !

C'est donc après ce rigoureux processus de consultation auprès des membres réunis en assemblées générales et en-



La présidente de la FSSS, Francine Lévesque, ouvre le conseil fédéral de St-Hyacinthe

suite auprès des délégué-e-s réuni-e-s en conseils fédéraux que les demandes sectorielles communes aux membres de la FSSS, de même que les demandes salariales, partagées par tout le Front commun, ont pu être déposées à l'employeur. Le 30 octobre marque donc le début formel de la négociation.

Ainsi, comme employé-es du réseau public, nous sommes toutes et tous interpellés par les enjeux de ces demandes. Qu'elles concernent les mesures pour contrer la privatisation des services et des emplois ou la pénurie de personnel et la surcharge de travail qui en découle ; les mesures pour une meilleure conciliation travail-famille-études, pour une qualité de vie au travail, pour l'accès aux postes et une mise à jour des appellations d'emploi ; pour l'amélioration de notre capacité collective d'intervenir en santé et sécurité ou pour le rétablissement de nos droits syndicaux dont celui de convenir d'un contrat de travail par la négociation collective, tout le monde y trouve son compte.

Ces demandes harmonisées sont associées à celles que nous partageons ensemble avec les 475 000 employé-e-s de l'État

au plan salarial, soit une augmentation moyenne de 11,25% sur 3 ans. Bref, les demandes syndicales de la négociation 2009, tout le monde y gagne.

Reste à leur faire faire du « body surfing » pour les amener à destination et, pour ça, il n'y a que nos bras et notre détermination à chacune et chacun d'entre nous, qui nous permettront de bien faire le travail !

Vous direz, encore du travail à faire ! Hé oui... que voulez-vous !

On ne s'en sort pas ! Y paraît même que c'est le travail qui a rendu l'être humain intelligent. Enfin, c'est ce que certains prétendent !

Mais, pour une fois, faire du travail pour nous-mêmes et, de surcroît, se partager la tâche tous ensemble à 475 000, il y a là quelque chose d'intéressant, non ?

On passe à l'action ?

On passe à l'action !

J'vous ai apporté des bonbons...

Parce que des « peanuts » on en a déjà eu.

Et on n'en veut plus !

En 2005, le gouvernement a décrété les « augmentations » (sic) salariales pour ses employé-e-s pour six années :

0% - 0% - 2% - 2% - 2% - 2% : des peanuts !

En 2010, il serait plus que temps de passer aux bonbons, n'êtes-vous pas d'accord ?

Au cours des prochains jours, vos représentants syndicaux vous présenteront des bonbons. C'est à la fois un clin d'œil et un prétexte pour resserrer le contact. Très approprié en temps de négociation !

Profitez-en pour leur poser toutes vos questions et leur transmettre toutes vos suggestions.



Les délégué-e-s du conseil fédéral ont manifesté devant l'hôpital Honoré-Mercier, qui a connu et connaît encore des problèmes de santé-sécurité importants (photo Lise Roy)